



Membre de l'Union syndicale
Solidaires

Fédération SUD Santé Sociaux

Attaques gouvernementales de nos droits et libertés !

La Fédération SUD Santé Sociaux dénonce la nouvelle série de mesures annoncées par le Président Macron ce lundi 12 juillet 2021 à 20h en direct du Grand Palais éphémère qui seront débattues de nouveau en urgence et sur période estivale à partir du 21 juillet

Syndicat des secteurs de la Santé, du Social et de l'Animation, la Fédération SUD Santé Sociaux est favorable à toute mesure sanitaire raisonnable et sensée qui permettrait d'enrayer la pandémie de Covid 19.

Or depuis plus d'un an déjà, nous constatons l'incohérence des mesures prises et désormais des dérives autoritaires que le gouvernement a la prétention de mettre en place.

Le 12 juillet à 20h le Président Macron annonce plusieurs mesures qui menacent dangereusement les libertés individuelles et collectives sans apporter de solution sanitaire crédible.

Obligation vaccinale sous menace de sanctions voire de licenciement... pass sanitaire étendu, tests payants, plan de relance, ...

Pour la Fédération SUD Santé Sociaux, si la vaccination a pour objet la protection universelle, le gouvernement doit la proposer à tout le monde tout en laissant à chaque individu la possibilité d'y adhérer ou pas, et en levant les brevets sur les vaccins pour que l'ensemble de la population mondiale puisse en bénéficier.

Or à compter du 15 septembre 2021, le gouvernement veut contraindre les salarié·es à se vacciner sous peine de sanctions, de licenciements voire de privation de salaire, une menace d'une brutalité extrême.

Après s'être servi de leur image pour galvaniser les foules et leur avoir offert une médaille, les personnels de santé, sont aujourd'hui les boucs émissaires d'une politique de santé publique depuis le début marquée par un manque dramatique de crédibilité. Ils et elles sont aujourd'hui stigmatisé·es comme principal·es vecteurs du virus alors que le même gouvernement les a envoyé·es, démunie·es, sans matériel, sans protection en première ligne face à la Covid et parfois même malgré leur statut COVID+ ! Pour ce gouvernement, ses échecs sont toujours la faute des autres, en somme.

Mais comment notre système de santé fonctionnera-t-il si le gouvernement continue à organiser la dégradation des conditions de travail ou à licencier les personnels non vacciné·es ?

Que recherche ce gouvernement ? Une crise sociale sans précédent, un désert public, sanitaire, l'inégalité de prise en charge sur le territoire ; ce pour toujours plus de privatisation et le profit d'une minorité ?

Avec le pass sanitaire étendu ce sont les libertés fondamentales de toutes et tous qui à terme sont remises en question, soit de se déplacer, se rendre au travail, d'aller faire ses courses, de se soigner, ... A quand le retour du livret ouvrier ?

Rendre les tests PCR payants pour les non vacciné·es, c'est dégrader l'accès au dépistage pour les populations les plus précarisées soit une aberration en matière de santé publique et de lutte contre la pandémie.

Conditionner la gratuité d'un dispositif de santé à un jugement moral pourrait par exemple amener la fin du remboursement des soins contre le cancer pour des fumeurs.

Enfin, le plan de relance annoncé par le gouvernement n'évoque pas celui de la santé. Où sont les moyens pour le service public de santé et du social ? Notamment pour les travailleur·ses du secteur médico-social qui attendent depuis plusieurs mois une revalorisation de leur salaire mais qui auront pour obligation de se faire vacciner.

Depuis des années, la réponse du Gouvernement est toujours la même : fermetures de places, de services et d'établissements ; conditions de travail toujours dégradées qui entraînent usure et départs des personnels.

Paris, le 13 juillet 2021

